

# TRANSITIONS

Trimestriel • Iles de Paix • rue du Marché 37 • 4500 Huy

N° 100 • SEPTEMBRE 2013

## BURKINA LE BEAU BULLETIN DU RIZ

› MIGRATION  
Bonne arrivée ?



› FLASH BACK  
Bonnes nouvelles de Yalogo



# Une rentrée placée sous le signe du respect

L'heure de la rentrée a sonné. L'arrivée du mois de septembre rime inévitablement avec nouveau départ, bonnes résolutions et changement de rythme... Les écoliers ont repris le chemin de l'école, la ville s'anime à nouveau, les bureaux se remplissent et les soirées raccourcissent peu à peu.

Cela dit, le temps ne s'est pas arrêté durant cette parenthèse estivale. Au Mali notamment, l'actualité politique fut intense au cours de cet été. Dans ce pays durement marqué par dix-huit mois de crises, l'arrivée d'un nouveau Président annonce l'espoir d'un renouveau. De nombreux défis attendent certes le Président fraîchement élu mais ce climat serein est rassurant pour l'avenir d'un pays intimement lié à l'histoire d'Iles de Paix.

Les élections se sont en effet déroulées dans le calme. Avant même la publication des résultats officiels, Soumaïla Cissé, le candidat malheureux au second tour, a reconnu sa défaite. En se rendant avec sa famille au domicile de son adversaire pour le féliciter, Cissé a posé un geste symbolique et politique fort. Un geste qui signifie beaucoup en termes de respect dans la tradition malienne. Un geste unique dans l'histoire du Mali qui sauve sans doute le pays d'une grave crise postélectorale.

Espérons que cette sagesse et cette humilité inspireront les dirigeants des pays voisins. Parmi eux, Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso depuis 1987. Son projet de création d'un Sénat divise actuellement le pays. L'opposition le soupçonne de vouloir modifier la Constitution afin de pouvoir briguer un nouveau mandat en 2015. Ces tensions naissantes attisent le risque d'embrasement... Le déroulement des élections maliennes servira-t-il de modèle pour le frère burkinabè, médiateur dans la crise au Mali ? Compaoré appliquera-t-il les principes de (ré)conciliation nationale et de respect démocratique qu'il prône pour son voisin ?

La route qu'il choisira d'emprunter au cours des prochains mois sera déterminante. Elle pourrait plonger le Burkina dans une période de troubles, alors même que le Mali s'en relève lentement. Il en va de la stabilité de la région. Et de l'avenir d'une population dont près de 60% ont moins de 20 ans...



**Laurence Albert**  
Secrétaire générale

100  
Septembre  
2013

## SOMMAIRE

- 4 **Action Sud** > Deux actions d'Iles de Paix au Burkina et au Pérou
- 6 **Retour sur** > Yalogo toujours bien vivant
- 7 **Question/Réponse** > Où agir ? Comment se fait le choix ?
- 8 **Dossier** > La migration côté arrivée
- 14 **Infos Monde** > Brèves sans frontières

### POUR FAIRE UN DON

#### Belgique :

Banque de la Poste BE97 0000 0000 4949  
Déduction fiscale à partir de 40 euros par an

#### GD Luxembourg :

CCPL LU61 1111 0227 5355 0000  
Communication : « Iles de Paix-Luxembourg »  
Déduction fiscale à partir de 120 euros par an

**EDITEUR RESPONSABLE** > Laurence Albert - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy

### ILS ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Laurence Albert, Emmanuel Caprasse, Anselme Dabiré, Gaël de Bellefroid, Christine de Bray, Laurent Deutsch, Olivier Genard, Ousseini Koudougou, Stéphanie Laloux, Jean-Marie Soubyabiga

**RÉDACTION** > Jacques Bodeux

**GRAPHISME** > Marie Freres

**ÉDITEUR** - Iles de Paix - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy - Tél. : 085 23 02 54  
info@ilesdepaix.org - www.ilesdepaix.org - RPM : 408.908.151

**IMPRESSION** > Van Ruys Printing. Transitions est imprimé sur du papier recyclé  
Transitions bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD)

# ILS ONT ROULÉ POUR ILES DE PAIX

**Ils ont remonté à vélo, du sud au nord, toute la cordillère des Andes. Une aventure exceptionnelle qu'ils ont fait parrainer au profit d'Iles de Paix – plus de 15 000 € de dons. Evocation avec Basile et Gauthier, les Bikepackers, de ce grand voyage découverte.**

**A PROPOS DE VOTRE VOYAGE PROPREMENT DIT, QUE METTRIEZ-VOUS EN ÉVIDENCE DANS LE DOMAINE DE L'ENRICHISSEMENT HUMAIN, DES RENCONTRES ?**

*Concernant l'enrichissement humain, il est certain qu'un voyage comme celui-ci est extraordinaire. Nous avons traversé des paysages magnifiques, vécu des situations totalement inédites ou encore relevé des défis physiques, c'est vrai. Mais ce qui nous a le plus enrichis, c'est d'avoir totalement changé de référentiel. C'est d'avoir vu et vécu des choses tellement différentes de ce que nous connaissons chez nous que cela nous pousse à relativiser bien des choses qui nous paraissaient évidentes en Belgique. La générosité d'un berger parmi les plus démunis ou la saveur d'un simple morceau de pain chaud après une journée pluvieuse et froide sont par exemple des petites choses qu'on n'aurait jamais imaginées.*

*Les rencontres sont les plus beaux moments du voyage. Chaque rencontre, c'est une fenêtre sur les pays que l'on a traversés. Les discussions et les invitations ont permis de découvrir l'envers du décor : la vie ici comme elle est perçue par les habitants. En ce sens, nous étions impatients d'arriver à Iles de Paix, afin d'avoir des contacts un peu plus prolongés avec la population.*

**SUR LES PROJETS ILES DE PAIX, AUXQUELS VOUS AVEZ CHOISI DE DÉDIER VOTRE AVENTURE, CE QUE VOUS AVEZ DÉCOUVERT ET VÉCU SUR PLACE CORRESPOND-IL À VOS ATTENTES ?**

*Nous nous étions évidemment renseignés sur les actions d'Iles des Paix sur place. Nous étions donc bien informés ! Ce à quoi on s'attendait moins, c'est le grand travail de réflexion et de coopération qui est mené par l'équipe péruvienne. Avant d'entreprendre quoi que ce soit, tous les tenants et aboutissants du projet sont examinés par ces gens d'une grande compétence. Pour être honnête, nous n'aurions pas cru que le travail d'une ONG puisse être aussi large, poussé et professionnalisé.*

**UN SOUVENIR MARQUANT DE VOTRE DÉCOUVERTE DES PROJETS QUE SOUTIENT ILES DE PAIX QUI VOUS PARAÎT PARTICULIÈREMENT SIGNIFICATIF ET PORTEUR D'AVENIR ?**

*On peut dire que chaque projet d'Iles de Paix est significatif ! Cela apporte une réelle amélioration aux bénéficiaires. Mais*



*il est un exemple qui nous semble particulièrement porteur. En découvrant tout le réseau de la grenadille, ce qui nous a marqué est le fait que les producteurs ont été remis au contact du monde économique qui les entoure. Avant les projets de l'ONG, ils étaient totalement déconnectés du marché, tant géographiquement que sur le plan des attentes de ce dernier concernant la qualité du produit. En mettant à leur disposition un agent de terrain chargé de faire le lien entre les grossistes ou supermarchés et eux-mêmes, les producteurs sont réinsérés dans le monde qui les entoure : ils sont conscients des demandes du marché et peuvent donc par conséquent en être un véritable acteur. C'est cela qui nous paraît porteur d'avenir : Iles de Paix replace ceux qui étaient laissés pour compte dans un paysage complexe, en leur apprenant à comprendre cette complexité.*



**L'intégrale de l'interview des Bikepackers et le lien vers leur blog >**  
[www.ilesdepaix.org/transitions](http://www.ilesdepaix.org/transitions)

## INVITATION

**Matinée donateurs le samedi 9 novembre**

Venez rencontrer ceux qui, sur le terrain, agissent en votre nom pour concrétiser nos projets. À l'occasion de la venue en Belgique des coordinateurs de nos interventions au Bénin, au Burkina, au Mali et au Pérou, nous vous invitons à un moment d'échange privilégié. Comment choisit-on une zone d'intervention ? Comment nos programmes se préparent-ils ? En quoi votre soutien change-t-il la vie des personnes que nous appuyons ? Quels sont les défis surmontés par nos équipes ? Venez poser vos questions !

Cela se passera le samedi 9 novembre, de 9h30 à 12h30, à Jambes. Intéressé ? Contactez-nous sans tarder à l'adresse [sec.gen@ilesdepaix.org](mailto:sec.gen@ilesdepaix.org) en mentionnant vos nom, adresse, numéro de téléphone et le nombre de places souhaitées. Ou appelez Stéphanie Laloux au 085 23 02 54 les lundi, mercredi et vendredi entre 9 h 00 et 17 h 00. Le nombre de places étant limité, vos demandes seront traitées par ordre d'arrivée.

**Nous nous réjouissons à l'idée de vous accueillir et de vous remercier ainsi de votre soutien.**

# LA RIZICULTURE FAIT SON BILAN



**En une dizaine d'années, Iles de Paix a aménagé 163 hectares de rizières dans les communes burkinabè de Diapangou et Yamba. Elles sont exploitées par plus de 2200 paysans. Une étude a été réalisée cette année pour faire le bilan de ce programme qui a permis de valoriser des terres inondables jadis peu ou pas du tout exploitées. L'impact sur les conditions de vie des gens est considérable.**



De nombreux témoignages de paysans bénéficiaires de ce programme ont été recueillis au cours de cette étude. Ils sont sans ambiguïté. « Grâce à Iles de Paix, je n'achète plus de riz et ma famille mange aujourd'hui à sa faim. » « Je produis beaucoup et j'arrive même à vendre une partie de ma récolte assurer les dépenses de ma famille. » « J'arrive à payer la scolarité de mes enfants. »

## PARCOURS D'UN PRÉCURSEUR



**Bolenli Ouoba** est cultivateur à Yamba. Il a commencé à produire du riz en 2010, sans aide directe d'Iles de Paix, mais en s'inspirant des techniques d'aménagement qu'il avait pu observer. Il explique :

*Je me suis lancé seul sur un de mes champs. Mon village ne s'était pas encore organisé pour participer au programme d'Iles de Paix. La première récolte que j'ai obtenue a impressionné les gens autour de moi et les a encouragés à demander l'appui d'Iles de Paix. Je me suis joint à eux.*

*Aujourd'hui, j'exploite avec ma famille 2500 m<sup>2</sup>. Nous récoltons chaque année un peu plus de 900 kilos de riz !*

## LE RIZ N'EST PLUS UN LUXE

Auparavant, le riz était considéré dans la région comme un plat de luxe. Les choses ont bien changé.

*On achetait et on mangeait du riz à de rares occasions, comme le ramadan ou la Tabaski<sup>(\*)</sup>. Aujourd'hui nous mangeons du riz quand nous le voulons et je peux vendre une partie de ma récolte pour les autres besoins du ménage. En 2012 et cette année, la vente de riz a entièrement payé les frais de santé, d'éducation et d'habillement de mes enfants et il me reste assez d'argent pour préparer ma prochaine campagne.*

## LIEN SOCIAL

Le riz, c'est aussi quelque chose qui se partage, un élément important, qui renforce le lien social.

*Bolenli Ouoba : Ma production de riz m'a permis de renforcer les liens avec mes proches, parents et beaux-parents. Je donne habituellement 70 kilos à mon entourage. Cela entretient notre amitié.*

*Pour l'avenir, je projette d'agrandir ma parcelle de riz et d'utiliser plus de fumure organique, pour un meilleur rendement. J'espère ainsi gagner assez d'argent pour acheter une moto d'ici 2015. ●*

(\*) Nom donné en Afrique de l'Ouest à l'Aïd el kébir, la grande fête musulmane qui commémore le sacrifice d'Abraham.

## UNE EXPÉRIENCE QUI POURRAIT FAIRE ÉCOLE

*En réussissant la prouesse de réaliser des aménagements à très faible coût (450 € par hectare), l'expérience du projet pourrait faire école au plan national. Le système d'aménagement familial constitue une innovation qui pourrait parfaitement s'adapter à d'autres parties du pays, comme la région du sud-ouest. Des actions de diffusion de cette expérience pourraient être entreprises au niveau national, en partenariat avec les médias et les services techniques de l'agriculture.*

**Kassoum Dembélé**, ingénieur agronome, en conclusion de son étude sur les aménagements rizicoles réalisés dans les communes de Diapangou et Yamba.



L'avis de Nico Bakker, coordinateur d'Iles de Paix au Burkina Faso >  
[www.transitions.org/transitions](http://www.transitions.org/transitions)

# UN PARTENAIRE DANS L'ACTION



**Au Pérou, une troisième intervention a débuté en 2012 dans la commune d'Umari. Iles de Paix la mène avec un partenaire péruvien, l'ONG Diaconia. Elle est notamment chargée de tout le volet d'appui aux activités productives.**

*La collaboration avec Diaconia a débuté sur un projet de gestion et d'aménagement du territoire que nous menons avec les ONG belges Aide au développement Gembloux et Broederlijk Delen, explique Gaël de Bellefroid, coordinateur des actions d'Iles de Paix au Pérou. Diaconia travaille depuis longtemps dans la région de Huánuco, où nous opérons, avec des programmes et une démarche de développement assez semblables aux nôtres. Son nom s'est imposé à nous quand il s'est agi de choisir un partenaire pour mener notre intervention à Umari. Diaconia possède en outre une grande expérience en gestion de l'environnement, qui figure désormais parmi les priorités d'Iles de Paix. Elle mène notamment des programmes de reforestation donnant lieu à l'émission de certificats verts qui sont rachetés par des entreprises occidentales et procurent des financements très précieux. Elle s'investira à Umari dans la mise en place d'un plan de gestion durable d'une forêt classée, en collaboration avec la Mairie.*

## Les bénéfices du travail en commun

Maximo Contreras Lobato est le responsable des projets entrepris par Diaconia dans la région de Huánuco. Il tire un bilan très positif de la collaboration entamée entre son organisation et Iles de Paix.

*Depuis qu'a démarré la collaboration entre nos deux institutions, avec des activités et des responsabilités partagées, je perçois les bénéfices du travail en commun. Je souligne particulièrement l'apprentissage mutuel des expériences acquises préalablement, que nous transposons aujourd'hui à Umari. Par exemple, dans le domaine de l'appui à la filière grenadille (fruit de la passion). Iles de Paix a acquis une solide expérience dans la manière de gérer ce type de projet et de construire une collaboration réussie avec la municipalité. Ceci constitue un avantage important pour Diaconia, qui peut améliorer son savoir-faire. De même, je trouve très louables les efforts entrepris par Iles de Paix pour doter les communautés les plus nécessiteuses de systèmes d'eau et d'assainissement et mettre à la portée des petits producteurs des systèmes d'irrigation adaptés à leurs besoins. De notre côté, nous avons beaucoup à apporter en matière d'aménagement du territoire, de reforestation des zones dégradées, de bonne gestion des ressources naturelles, l'eau en particulier.*



**Maximo Contreras Lobato :  
Nos cultures du développement  
se rejoignent.**



**À Umari, Diaconia pilote notamment tout le programme d'appui à la production de grenadilles.**

## Des défis à relever ensemble

*Au début, dit Maximo, j'ai craint que les « cultures » de nos deux ONG ne soient pas compatibles. Le chemin parcouru jusqu'ici démontre qu'il y a empathie entre nous. J'apprécie beaucoup la qualité humaine, professionnelle ainsi que les compétences du personnel d'Iles de Paix. Ce sont des personnes de valeur, efficaces, qui font du bon travail. Leurs apports sont appréciés par leurs « clients » que sont les familles paysannes, les autorités et le public en général. Beaucoup de défis nous attendent, que nous devons relever. Les contextes environnementaux, sociaux et économiques de la région de Huánuco sont en train de changer. Nos deux organisations doivent redoubler d'efforts pour que la collaboration soit efficace. Merci, en tout cas, aux amis d'Iles de Paix pour l'accueil qu'ils nous ont réservé. Nous nous engageons à ne pas les décevoir.* ●

# YALOGO TOUJOURS BIEN VIVANT

**En 2000, Iles de Paix a quitté la commune burkinabè de Yalogo, après 18 années d'appui au développement. Que reste-t-il des acquis de cette longue période de coopération ? La prise de relais s'est-elle bien passée ? Petit tour d'horizon de la situation avec Jean Bibala, un ancien de l'équipe d'Iles de Paix.**



Jean Bibala : fier de la tâche accomplie

Jean Bibala a participé en tant qu'animateur et conseiller technique à tout le parcours d'Iles de Paix à Yalogo. En 2000, avec les autres membres burkinabè du projet, il a fondé Wend Daabo, une coopérative de services qui a pour vocation de soutenir les initiatives locales de développement.

## LES RIZICULTEURS PERSISTENT

La réalisation la plus importante d'Iles de Paix à Yalogo est sans conteste l'aménagement de 200 hectares de rizières irriguées à partir d'un lac de barrage. Huit périmètres, 800 exploitants, un potentiel de production de 800 tonnes par an.

Jean Bibala : *Les périmètres sont toujours exploités. Et pourtant, ils ont été ravagés en 2010 par des inondations. Les producteurs se sont organisés pour les remettre en état dès l'année suivante. Ils ont mobilisé pour les travaux le bulldozer de la mine de Taparko, une localité voisine. Un seul périmètre n'a pu être réhabilité pour la culture du riz, mais les gens y pratiquent le maraîchage, comme sur tous les autres périmètres après la récolte du riz. Le maraîchage s'est vraiment beaucoup développé, même en dehors des périmètres. Il faut voir comme tout est vert la plus grande partie de l'année.*

## POINTS D'EAU

Iles de Paix avait aussi œuvré pour le développement de l'élevage, notamment en aménageant cinq boulis, de grandes mares approfondies permettant d'abreuver le bétail toute l'année, même en saison sèche.

Quatre des cinq boulis sont encore opérationnels, dit Jean Bibala. *Les bénéficiaires se chargent de les entretenir et de les réparer si nécessaire. Il y a deux ans, les habitants du village de Koa Koam Yiri ont acheté une tonne de ciment et mobilisé de la main-d'œuvre pour refaire tout le collecteur de leur bouli. C'est bien la preuve qu'ils y tiennent et qu'ils savent combien il est important pour les*

*activités d'élevage, que la plupart des paysans pratiquent à côté des cultures.*

L'accès à l'eau potable était un problème pour beaucoup d'habitants de Yalogo. Le projet a installé cinq forages, dont un à l'école primaire du village de Guiro.

Jean Bibala : *Là aussi, tout fonctionne encore. Un des forages alimente depuis quelques années un château d'eau qui permet de desservir le centre de la commune de Yalogo.*

## UNE COMMUNE TRANSFORMÉE

Et Wend Daabo, la coopérative des anciens d'Iles de Paix, comment se porte-t-elle ? Comme ses animateurs, elle a un peu vieilli et le développement qu'a connu la commune rend ses services moins indispensables que par le passé, mais elle continue son petit bonhomme de chemin.

Jean Bibala : *Nos moyens sont limités et l'évolution qu'a connue la commune fait que nous avons aujourd'hui de la concurrence, surtout pour notre service de secrétariat. Nous continuons à vendre des intrants agricoles et à assurer des formations aux techniques de culture, en particulier de maraîchage, une activité qui est vraiment devenue très importante dans la commune. Il y a des années de cela, quand nous avons proposé aux paysans de faire du maraîchage sur leurs périmètres en contre saison, ils n'étaient pas très emballés. On peut dire qu'aujourd'hui, cette idée a fait son chemin ! C'est pour nous une grande satisfaction. ●*



Le bouli : un magnifique outil

# OÙ AGIR ? SELON QUELS CRITÈRES ?

Les villes n'ont pas les mêmes besoins que les zones rurales. Les citoyens ont des attentes différentes de celles des agriculteurs. Choisir une région d'intervention est intimement lié aux actions qui peuvent y être entreprises. Il s'agit donc d'opter pour des régions où l'expertise d'Iles de Paix peut être utile.

Le choix de la zone d'intervention – et la définition, avec la population locale, du programme de cette intervention – est très important. C'est le fondement du projet. Bien des échecs, dans le monde de la coopération, s'expliquent parce que cette phase a été précipitée ou bâclée.

## UNE APPROCHE ANALYTIQUE

Iles de Paix prospecte des zones où l'association peut être utile, par son expertise et son expérience, à des populations démunies. Pour l'heure, il est présent en région sahélienne et dans la Cordillère des Andes. Iles



Malgré la crise, Iles de Paix est demeuré au Mali, mais certains projets d'équipements collectifs ont été différés. L'équipe s'est concentrée sur l'amélioration de la situation alimentaire.

Il y a tant de besoins dans le monde. Comment Iles de Paix choisit-il ses régions d'intervention ?



Le message transmis par la mission chargée d'explorer la piste d'une intervention d'Iles de Paix au Pérou était clair. Il s'affiche sur le mur, en arrière-plan.

## DES BESOINS, LA FACULTÉ D'AGIR

Un certain nombre de critères guident le choix d'une région d'intervention.

- Iles de Paix agit dans des régions qui présentent des indices élevés de pauvreté, là où les besoins des populations sont criants.
- Il ne suffit pas qu'une région soit pauvre. Encore faut-il qu'elle présente des potentialités de développement, qu'elle possède un minimum de ressources qui soient susceptibles d'être bonifiées.
- Une action de développement à long terme ne peut se déployer que dans un contexte « politique » stable. Les situations de crise, a fortiori de crise aiguë, pourraient anéantir tout ce qui a été construit.
- Un minimum de démocratie est aussi nécessaire pour permettre aux acteurs locaux, autorités et populations, partenaires d'Iles de Paix, de jouer pleinement leur rôle.

## ET DEMAIN ?

Iles de Paix envisage d'intervenir à terme dans un nouveau pays. La réflexion est en cours. Les incertitudes qui pèsent sur l'Afrique de l'Ouest et l'essor économique des pays andins pourraient orienter l'association vers une autre région du monde. Affaire à suivre. ●

**POSEZ UNE QUESTION. NOUS Y RÉPONDONS.**  
**INFO@ILESDEPAIX.ORG**

# MIGRATION

## BONNE ARRIVÉE ?

Le deuxième volet du dossier sur la migration aborde son versant « destination ». Il esquisse la situation prévalant dans l'Union européenne, en particulier la Belgique.

L'immigration rencontre, dans l'opinion publique, un accueil contrasté. Certains soulignent son utilité. Ils citent notamment le vieillissement de nos populations et les pénuries d'emplois dans certains secteurs. D'autres mettent en avant ses dangers réels ou supposés. Ils mobilisent les échecs de la politique d'intégration et le péril, pour l'équilibre de nos sociétés, d'une trop grande présence étrangère. Certains, idéalistes, envisagent la question avec humanité, arguant du devoir moral de se montrer hospitalier pour toutes les personnes connaissant des conditions de vie indignes. D'autres, réalistes, répondent qu'on ne peut accueillir toute la misère du monde.

**Les choix politiques résultent de ces rapports de force. Pour l'heure, l'orientation est clairement à la fermeture des frontières.**

## L'immigration en quelques chiffres

L'Europe accueille bon an mal an 50 à 60 millions de migrants et on estime qu'elle abrite 5 à 7 millions de clandestins sans papiers.

Pour sa part, la Belgique a enregistré en 2011 plus de 200 000 mouvements migratoires, 138 071 immigrations et 65 951 émigrations d'étrangers. Cela représente un solde migratoire positif d'un peu plus de 80 000 personnes. Ce n'est pas négligeable tout en ne représentant que moins d'un pour cent de la population du pays. De ce total, près de 57 % sont issus des pays de l'Union européenne, entre lesquels prévaut la libre circulation, et 8 % d'autres pays d'Europe continentale. Seuls 35 % sont des non-Européens.

Ce sont ces derniers, surtout, qui cristallisent une certaine méfiance, voire un rejet de l'opinion et, par conséquent, des politiques publiques de plus en plus restrictives. Les théoriciens de la migration ont beau développer la thèse de l'impact positif des mouvements migratoires, des opportunités qu'ils offrent, tant aux pays d'accueil qu'aux pays d'origine, ce sont les défis qu'ils impliquent pour nos sociétés qui sont mis en évidence.

# Entre opportunités et défis

**La migration peut apparaître comme une réponse rationnelle à une série de besoins, dans les pays d'accueil comme dans ceux de départ. Force est de constater qu'elle suscite aussi beaucoup de questions, de la crainte, parfois de l'aversion. Il importe de répondre à ces questions par une gestion raisonnable et humaine d'un phénomène auquel toutes nos sociétés développées sont confrontées, qu'elles le veulent ou non.**

## RÉPONDRE À NOS BESOINS

Deux de nos besoins peuvent trouver une solution, au moins partielle, dans l'immigration. Premièrement, le vieillissement de la population déséquilibre la structure démographique de nos sociétés. Il manquera des jeunes pour créer la valeur ajoutée que consommeront, notamment, les très nombreuses personnes âgées. Ces jeunes pourraient provenir d'autres continents. En 2005, déjà, un rapport publié par le Consortium euro-méditerranéen pour la recherche sur les migrations internationales indiquait que l'immigration serait à terme une réponse aux faibles taux de natalité des pays européens. Il préconisait dès lors qu'on explique aux opinions publiques que l'immigration peut contribuer au développement économique de nos sociétés. Cette position a été relayée par la Commission européenne.

Deuxièmement, nos sociétés connaissent une pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs plus ou moins pointus. La 8e enquête internationale sur la pénurie de talents menée en avril 2013 par Manpower, auprès de 38 000 employeurs venant de 42 pays et territoires, a fait apparaître que 22 % des employeurs belges éprouvent des difficultés à recruter du personnel. L'économie manque d'ouvriers qualifiés (soudeurs, électriciens, maçons), de techniciens (maintenance, production, etc.), d'ouvriers non qualifiés, de chauffeurs, de secrétaires, de comptables, d'infirmiers, etc. Ces difficultés pourraient s'accroître en cas de reprise économique. Là aussi, l'immigration de main-d'œuvre peut donner à l'économie le bol d'oxygène dont elle a besoin.

Monica De Coninck, ministre de l'Emploi dans le gouvernement fédéral a dit : « *Nous serons de moins en moins nombreux et nous vivrons de plus en plus longtemps. Depuis 2010, il n'y a plus assez de jeunes travailleurs qui arrivent sur le marché de l'emploi pour remplacer les plus âgés qui le quittent. (...) Si nous n'y prenons pas garde, cette évolution risque de provoquer des délocalisations, un allongement sans fin de la carrière ou encore une contrainte à intensifier l'immigration économique.* »



© Reporters

## Les étrangers en Belgique

### POPULATION TOTALE > 11 035 908

Étrangers à la naissance				Belges de naissance
1 060 856		994 979		
Citoyens de l'UE		Originaires de pays tiers		8 980 073
Étrangers	Naturalisés	Étrangers	Naturalisés	
776 750	284 106	392 314	602 665	
Étrangers		Étrangers devenu belges		
1 169 064		886 771		

Chiffres enregistrés au 1<sup>er</sup> janvier 2012, source : Direction générale Statistique et information économique

Ce tableau tiré du Rapport Migration 2012 du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, publié en juin dernier, ne donne pas une idée exacte du caractère « métissé » de la population belge.

Selon le sociologue Jan Hertogen, 24 % de la population belge seraient issus de l'immigration - 185 nationalités représentées dans notre pays. De grandes disparités existent entre les régions : ce pourcentage est de 15 % en Flandre, 24 % en Wallonie et 75 % à Bruxelles.

Jan Hertogen a pris en compte les étrangers, les étrangers qui ont acquis la nationalité belge depuis 1945 et leur descendance.

**Top 5 des nationalités le plus présentes :**  
Italie, Maroc, France, Turquie et Pays-Bas.

**Top 3 des communes les plus métissées :**  
Ixelles, Saint-Gilles et Saint-Josse (90 % de métissage).

## RÉPONDRE À UN IDÉAL

*Notre pays est une terre de migration, dit Edouard Delruelle, directeur adjoint du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Il nous faut pleinement accepter ce statut, que l'on peine à admettre. Nous appelons les décideurs à établir une politique migratoire durable fondée sur un suivi à long terme des migrants, mais aussi sur le respect de leurs droits fondamentaux.*

Certains sont sensibles aux difficultés que connaissent, dans leur pays, les candidats à la migration. Ils estiment qu'il conviendrait d'appliquer davantage la Convention internationale relative au statut du réfugié (Genève, 28 juillet 1951), voire, pour certains, d'en élargir la couverture à toutes les personnes dont la vie est menacée si elles restent dans leur pays d'origine.

En somme, ils souhaitent accorder une place plus importante au droit d'asile et, plus largement encore, au devoir moral, millénaire, d'hospitalité.

D'autres craignent qu'une telle générosité, même si elle part d'un bon sentiment, ne soit pas gérable. Accueillir tout qui le souhaite ne pourrait se faire qu'au détriment du niveau de vie des personnes qui résident en Belgique. *Il n'est pas possible d'accueillir toute la misère du monde, disent-ils.*

## RÉPONDRE À UNE QUESTION DE RÉPUTATION

Le taux de chômage des personnes issues (première, deuxième ou troisième génération) de l'immigration turque et nord-africaine est supérieur à celui des autres résidents belges de leur âge. Ces communautés comptent également, proportionnellement, plus d'enfants. D'un point de vue comptable, ils coûtent donc relativement plus cher à la sécurité sociale (allocations familiales et chômage) et contribuent moins à son financement. Toutefois, une étude récente de l'Université de Gand montre que les employeurs recrutent moins facilement un candidat au nom turc qu'un



**Le bâtiment : un secteur en manque de main-d'œuvre déjà fortement investi par des travailleurs immigrés.**

candidat au nom flamand. Des agences de recrutement ont, voici quelques années, admis avoir reçu des instructions de certains clients pour écarter les candidatures d'étrangers. Les immigrés ne seraient donc pas forcément des « profiteurs ». Peut-être sont-ils d'abord les victimes d'une discrimination qui leur barre l'accès au marché du travail.

## RÉPONDRE À UNE CRAINTE

Des groupes extrêmement minoritaires tels que Sharia for Belgium ont indiqué que leur intention était, à terme, de faire de la Belgique un État dans lequel règnera la loi musulmane. De telles déclarations, fortement relayées dans les médias, entretiennent une crainte diffuse. Les Belges ne veulent pas changer leur mode de vie et rejettent donc tout à la fois ce type de message, ceux qui le portent et tous ceux qui leur « ressemblent ».

Les experts s'accordent à trouver ces craintes excessives compte tenu du faible nombre d'islamistes sur le territoire belge. Elles suscitent toutefois des réactions souvent passionnées qui ne sont pas sans effet sur certaines personnalités politiques.



**Accueillir tout le monde ? Une généreuse utopie...**

Il ne suffit pas de crier au populisme. Encore faut-il comprendre pourquoi le terreau est si fertile pour ce type de peur et de rejet. Or, c'est bien au quotidien que les problèmes d'ordre interculturel se posent : dans le refus, pour une femme, de se faire examiner par un homme médecin, dans la répulsion que l'on peut avoir pour la burqa, par exemple. En mai dernier, une étudiante a présenté le film – tourné en caméra cachée – de toutes les interpellations dont elle a fait l'objet en se promenant en jupe dans des quartiers à forte concentration de population d'origine immigrée.

Cela pose deux questions.

Premièrement, celle de l'attribution et de la généralisation. Les psychologues ont étudié cette inclination humaine à attribuer une contrariété à la catégorie de la personne qui en est la cause, surtout si on nourrit un *a priori* négatif à son encontre. Si une automobiliste lui fait une queue de poisson, le machiste relèvera qu'il s'agit d'une femme ; le raciste fera pareil si le conducteur semble étranger. Plus encore, ils y verront matière à confirmer leur préjugé. De même, tout incident avec un « basané » démontre, chez d'aucuns, que cette caractéristique est en cause et que l'immigration est la source de tous les problèmes.

La deuxième question est celle de l'intégration (voir pp 12 et 13).

Il n'en demeure pas moins que de nombreux Belges sont mal à l'aise avec l'immigration et cette crainte, qu'elle soit justifiée ou non, appelle une réponse.

## LA RÉPONSE POLITIQUE

Jusqu'à présent, les États membres de l'UE ont préféré privilégier, chacun de son côté, sans grande concertation, une gestion restrictive de l'immigration. En mai dernier, le Royaume-Uni a annoncé un durcissement de ses lois sur l'immigration qui fera en sorte que le pays « attire ceux qui apporteront une contribution et dissuade ceux qui ne le feront pas ». C'est le principe de l'immigration choisie, l'accueil exclusif de personnes répondant aux besoins de nos économies.

Dans notre pays comme dans bien d'autres prévaut souvent la perception d'une invasion étrangère contre laquelle il convient de dresser des barrières. Il en résulte une panoplie de mesures : contrôle plus strict des demandes d'asile, réforme rendant plus difficile le regroupement familial, durcissement de la procédure d'acquisition de la nationalité et de naturalisation, politique proactive visant à encourager le retour volontaire des migrants, demandeurs d'asile ou sans-papiers, communication in situ pour expliquer aux populations balkaniques que la Belgique n'est plus un eldorado.

## GÉRER LA MIGRATION

Les pays européens oscillent entre ouverture hésitante et résistance organisée.

Il manque sans doute sur le phénomène migratoire une réflexion de fond, la recherche d'une politique cohérente et sur le long terme. Celle-ci, considérant que l'intensification des flux migratoires dans le monde est une réalité, devrait allier cœur et raison, prendre en compte les réalités économiques et sociales, respecter les grands principes humanitaires et comprendre un volet relatif à l'intégration. >

Cette politique devra se construire au niveau de l'Union européenne. En juin dernier, le Parlement européen a approuvé la mise en place d'un régime commun européen sur l'asile, aboutissement de nombreuses années de négociation entre les États membres. Il garantira aux demandeurs d'asile des conditions d'accueil harmonisées et dignes sur l'ensemble du territoire de l'Union. Un premier pas dans la bonne direction. Un premier pas qui en appelle d'autres. ●

### Paroles de... Maggie de Block

*Ma politique d'asile ? Il faut que les gens sachent qu'en Belgique, on ne peut pas rester quand la décision est négative. Avant, un ordre de quitter le territoire, c'était un simple papier. Maintenant, on exécute les décisions. Avant, l'image de notre pays à l'étranger, c'était l'eldorado. Maintenant, c'est fini !*

*Cela ne nous empêche pas de travailler sur la qualité de l'accueil des demandeurs d'asile. De préparer notre réseau à faire face à des afflux dus aux guerres ou aux conflits.*

**Secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, à l'Intégration sociale et à la lutte contre la pauvreté**



# L'intégration est-elle vraiment un échec ?

## Paroles de... Anne-Françoise Bastin

*On se félicite d'une bonne gestion des demandes d'asile, qui sont en baisse et traitées plus rapidement, mais la situation sur le terrain est catastrophique. Par exemple, la manière dont on traite les demandes pour raison médicale, où l'on se heurte de la part de l'administration à des arguments de mauvaise foi. Comment peut-on prétendre que les gens peuvent se faire traiter correctement dans des pays où il n'y a ni système médical digne de ce nom ni protection sociale ?*

*On assiste actuellement à un durcissement des conditions d'accueil, surtout au niveau des procédures. Le demandeur ne doit plus seulement convaincre de sa bonne foi, mais le faire dans le cadre de procédures et de réglementations de plus en plus complexes. Les gens et parfois leurs avocats sont complètement dépassés par cette complexité. D'où l'importance de leur apporter un accompagnement de proximité, une aide juridique de qualité.*

*Globalement, nous vivons un contexte qui donne la priorité à la gestion et au strict contrôle des flux migratoires, pas aux individus.*

**Anne-Françoise Bastin, responsable du service social d'Aide aux personnes déplacées, une association fondée, comme Iles de Paix, par Dominique Pire**

**C'est le sentiment qui prévaut largement dans l'opinion et chez de nombreux politiques. Bien des indicateurs (taux de chômage et de délinquance, pauvreté, échec scolaire, etc.) confortent ce ressenti. La mise en place de parcours d'intégration constitue une réponse, parmi d'autres.**

Selon un sondage rendu public en juin par la Libre et la RTBF, seuls 20% des Belges considèrent que les populations d'origine étrangère sont bien intégrées dans notre société. Ils sont 42 % à estimer que cette intégration est un échec. La Belgique n'en est pas responsable, selon eux. En effet, ils considèrent majoritairement que les personnes d'origine étrangère ont, dans notre pays, de bonnes possibilités d'exercer leur religion, d'accéder à des soins de santé, à l'enseignement, de faire valoir leurs droits. Ce serait donc, à les en croire, les étrangers eux-mêmes qui ne produiraient pas assez d'efforts. À peine 10 % des sondés considèrent que les personnes d'origine étrangère respectent bien les règles et valeurs de la société belge, maîtrisent suffisamment la langue de la région où ils résident et ont la volonté de s'intégrer.

## DES ENJEUX SOCIO-ÉCONOMIQUES

La question de l'intégration renvoie à la signification que l'on donne à ce terme. S'agit-il d'assimiler l'étranger, invité à se fondre dans le moule belge en renonçant progressivement à ses particularités ? S'agit-il d'une simple cohabitation pacifique, côte à côte sans être semblables ? Le mythe du multiculturalisme ayant semble-t-il vécu, les attentes des Belges à l'égard des étrangers se révèlent aujourd'hui plus exigeantes. Marco Martinello, sociologue, directeur du Centre d'études de l'ethnicité et des migrations : *L'idée que le migrant doit devenir comme nous est redevenue plus présente. C'est une idée simple, qui séduit l'opinion et les décideurs politiques. Le problème est de définir l'étalon de ce qui est « comme nous ».*

Selon Edouard Delruelle, directeur adjoint du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, *l'intégration renvoie en réalité à trois enjeux prioritaires : l'accès à l'emploi, au logement et à l'enseignement. En 20 ans, nous n'avons pas trouvé des solutions pour combattre les écoles ghettos, la ségrégation sur le marché du travail, une urbanisation clivante. Pire, on a « culturisé » les problèmes en se focalisant sur le foulard, le halal, les accommodements raisonnables.*



**Des villes clivées, des populations marginalisées.**

## Il avait mis les pieds dans le plat... Daniel Ducarme



© Reporters

En 2002, Daniel Ducarme, alors président du Mouvement réformateur (MR), fait une sortie médiatique qui reste dans les annales.

*L'intégration est un échec, affirme-t-il. C'est visible, il suffit d'entendre les communautés d'origine étrangère. Beaucoup disent : « On ne se sent pas bien là où nous sommes ». De l'autre côté, pas mal de ceux que j'appellerais les Belges de souche affirment : « On ne se sent plus tellement chez nous. » L'intégration n'a pas pris. Nier l'évidence n'a jamais servi à rien.*

Des propos explosifs par lesquels il entendait susciter l'organisation d'un vaste débat politique sur l'immigration et l'intégration des migrants.

Ce débat préexistait à ces propos musclés. Il n'a cessé depuis, reprenant de manière épisodique, souvent sous la pression de tel ou tel événement, d'enflèvements médiatiques. Un vrai débat de fond sur ces sujets, dépassionné et en quête de solutions durables, n'a cependant pas encore été entamé.

L'échec supposé de l'intégration renverrait fondamentalement à d'autres causes, qui sont surtout d'ordre économique et social.

## PARCOURS D'INTÉGRATION

Pour faciliter l'intégration des immigrés au sein de la société belge, la Flandre a mis en place un parcours d'intégration (inburgering), que doivent suivre les étrangers arrivés de fraîche date. Il comprend des cours de néerlandais, une rencontre avec la société flamande, un accompagnement dans la recherche d'un emploi ou d'études et dans l'offre culturelle et de loisirs.

Côté francophone, en Wallonie et à Bruxelles, on a beaucoup tergiversé avant de mettre en place un tel parcours, avec un vif débat sur son caractère obligatoire. Le gouvernement wallon a approuvé en décembre 2012 un décret relatif au parcours d'intégration des primo-arrivants. Sa première phase, dite de premier accueil et comprenant un volet connaissance de la langue, sera obligatoire. La Région bruxelloise est sur le point de lui emboîter le pas.

Nathalie de Wergifosse, chargée des questions d'intégration au CIRÉ (Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers) est favorable à ces initiatives. *Les gens ont besoin d'avoir des cours de langue pour être autonomes dans la société. Ils ont besoin d'être épaulés au niveau de l'insertion professionnelle et du décodage de la société dans laquelle ils arrivent. En général, les personnes qui ont suivi l'ensemble du parcours sont tout à fait positives.*

Un accueil pour une meilleure intégration des primo-arrivants suscite donc aujourd'hui un large consensus. Leur insertion dans la société belge devrait en être facilitée. Resteront, et cela concerne de larges franges de notre population, les personnes d'origine immigrée de deuxième voire même de troisième génération. Il ne faudrait pas en faire des générations perdues ou sacrifiées. ●

**Emir Kir bourgmestre de Saint-Josse. Le symbole d'une intégration réussie ou le symptôme d'un vote communautariste ?**



© Reporters



**La Convention de Genève relative au statut du réfugié + Les portes d'entrée pour l'immigration en Belgique + Un job en Flandre ? Pas sans le bon nom. (La Libre) + Migration, rapport annuel 2012 du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.**



IBK : une victoire triomphale

## Le Mali apaisé ?

Ibrahim Boubacar Keita (dit IBK) a été élu le 11 août président du Mali. Son rival Soumaila Cissé n'a pas attendu les résultats définitifs du scrutin pour reconnaître sa défaite et saluer son

adversaire. Ces élections, qui se sont déroulées dans un climat apaisé et dans une grande correction, sont rassurantes pour l'avenir du Mali. Elles consacrent le retour à la normalité d'un pays qui vit dans la tourmente depuis plus d'un an et demi : attaques touareg, putsch militaire, occupation de tout le nord du pays par des groupes islamistes et, finalement, intervention militaire de la France et de troupes interafricaines.

IBK est un homme d'expérience. Il fut Premier ministre et président de l'Assemblée nationale. Il aura fort à faire pour remettre son pays en état de marche, relancer une économie dévastée, rebâtir une armée, lutter contre le trafic de drogue et la corruption. Il lui faudra aussi trouver un accord avec les populations touareg du nord qui aspirent, sinon à l'indépendance, du moins à une large autonomie. En juin, à Bruxelles, les bailleurs de fonds étrangers ont promis de débloquer 3,3 milliards d'euros pour reconstruire le Mali dès qu'il aurait un président légitime. C'est désormais chose faite.

La perspective d'une normalisation de la situation au Mali est une bonne nouvelle pour Iles de Paix, qui pourra envisager de manière plus sereine l'avenir de ses interventions dans ce pays.

## Malgré la crise... une nouvelle piste au Mali

Une piste entièrement rénovée facilite depuis quelques semaines le trajet entre les communes de Fangasso et Lanfiala, dans la région de Tominian, au sud-est du Mali. Cette zone est très marécageuse en saison des pluies. Elle était devenue quasiment infranchissable. Un vrai handicap pour la région et ses habitants.

Sur ce projet, Iles de Paix a épaulé la Mairie en association avec l'ONG malienne Caritas.

La Mairie a mobilisé les villageois pour ramasser des pierres et en tapisser le trajet. Iles de Paix a avancé 3000 € pour assurer le transport de terres destinées à couvrir la piste. Caritas a réalisé sur le parcours deux gués bétonnés.

Nous sommes heureux que ce projet, qui était à l'abandon depuis des mois, se soit enfin concrétisé. C'est le fruit d'une bonne concertation et d'une collaboration fructueuse entre les villageois, les autorités communales et deux ONG.

## Iles de Paix chez les Enfants de chœur

Comme l'année dernière, Iles de Paix sera l'invité des Enfants de chœur, l'émission humoristique diffusée par Vivacité le dimanche matin. Ce sera l'occasion de donner un coup de projecteur sur l'association et sa campagne annuelle.

L'enregistrement de deux émissions se déroulera le 17 décembre au Collège Saint-Servais à Liège, de 19h30 à 22h30. Vous y êtes tous conviés. Diffusion de ces Enfants de chœur début janvier, juste avant la campagne d'Iles de Paix.

Infos : 085 23 02 54 ou [info@ilesdepaix.org](mailto:info@ilesdepaix.org)





Production et récolte améliorées

## Pérou > La grenadille cartonne

Le programme de développement de la culture de la grenadille (fruit de la passion) marche très fort dans la commune péruvienne de Molino. La production est plus abondante et de meilleure qualité. Les fruiticulteurs cherchent désormais à la vendre de manière plus profitable, en raccourcissant la chaîne de commercialisation.

Cette année, trois associations de producteurs se sont associées pour offrir des volumes plus importants, obtenir des coûts de transport avantageux et, surtout, accéder à de nouveaux marchés. Notamment ceux de Lima, la capitale.

Entre les mois de mars et mai, elles sont parvenues à vendre quelque 5 700 caisses de grenadilles pour un montant d'environ 41 000 €. Ce n'est pas rien !

Leçons tirées de cette première expérience : se regrouper permet effectivement d'accéder à de meilleurs débouchés et la rémunération est très intéressante (plus du double de ce qu'accordaient des acheteurs locaux).

Les producteurs de Molino ont revu pour le futur leurs ambitions à la hausse. Ils souhaitent à terme écouler directement leur production dans les supermarchés de Huánuco, la capitale de la région, et de Lima.

## Apprentissage exotique

Les projets d'éducation qu'Iles de Paix propose aux élèves des filières techniques et professionnelles ont la particularité de s'ancrent dans les activités que les jeunes apprennent et expérimentent.

En témoigne le projet mené au cours de l'année scolaire 2012-2013 avec un groupe d'élèves en horticulture de l'Athénée de Florennes-Doische.

Il y eut tout d'abord un volet théorique sous la forme d'une animation sur les enjeux de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique, assurée par le coordinateur burkinabè des programmes d'Iles de Paix au Mali.

S'est ensuite engagé un apprentissage pratique. Les élèves ont

## Réchauffement climatique La Banque mondiale sonne l'alerte

« Le changement climatique fait peser une menace fondamentale sur le développement économique et la lutte contre la pauvreté. » Cet avertissement est adressé dans le dernier rapport de la Banque mondiale, paru en juin.

L'institution est très sceptique quant à la capacité de la communauté internationale à contenir le réchauffement de la planète. D'ici 2040, une hausse de 2 °C de la température du globe pourrait être enregistrée, ce qui affecterait gravement les récoltes de riz, de maïs et d'autres cultures essentielles. Une menace pour la sécurité alimentaire des pays pauvres d'Asie et d'Afrique, alors que leurs habitants ne sont ni maîtres ni responsables du réchauffement.

Selon le scénario d'une hausse de 2 °C, l'Afrique verrait sa production agricole reculer de 10 % d'ici à 2050 et 40 % de ses terres dédiées au maïs devenir inutilisables au cours de la décennie 2030.

L'Asie du sud et du sud-est affronteraient de graves inondations et l'Inde, de sévères sécheresses.

Un nouvel élan est nécessaire, avertit la Banque mondiale, qui déplore que la mobilisation politique sur le climat marque le pas. Le prochain grand rendez-vous sur ce thème sera la conférence de Paris en 2015. C'est bien loin...

A son modeste niveau, Iles de Paix s'emploie à agir. La résistance des agricultures locales aux effets du réchauffement climatique figure désormais parmi les grands objectifs visés par ses programmes de développement.



L'irrigation des cultures est une réponse au réchauffement climatique.

construit une serre et y ont installé des bacs de culture qui ont accueilli des semences ramenées du Burkina et du Bénin. C'est ainsi qu'à Doische se sont mis à pousser des piments, des épinards et des tomates exotiques. Ce ne fut pas toujours facile. Les jeunes ont dû effectuer des recherches, faire preuve d'inventivité et parfois d'une grande persévérance.

Ils ont présenté leur travail en fin d'année scolaire au cours de leur épreuve de qualification. Le bilan d'une belle expérience, qui leur a ouvert de nouveaux horizons.



Une séquence du JT de TV5 Monde sur les élections maliennes + Le rapport de la Banque mondiale sur le réchauffement en un clip vidéo + La page des Enfants de cœur sur le site de la RTBF > [www.ilesdepaix.org/transitions](http://www.ilesdepaix.org/transitions)

PLUS DE 100 CHORISTES ACCOMPAGNANT  
MISTER DIDIER LIKENG  
& LE GOSPEL WINGS LEAD SINGERS

# GOSPEL FOR LIFE

**MONTIGNY-LE-TILLEUL**  
Auditorium De Cooman – 29/11 – 20h

**HUY**  
Collégiale Notre Dame – 07/12 – 20h

**ARLON**  
Église Saint-Martin – 08/12 – 19h

**TOURNAI**  
Église Saint-Jacques – 13/12 – 20h

**CES 4 CONCERTS  
SONT ORGANISÉS  
AU PROFIT  
D'ILES DE PAIX**



INFOS ET RÉSERVATIONS

**WWW.070.BE | 02/346 93 93**

LES PLACES SONT EN VENTE SUR LE SITE INTERNET [WWW.070.BE/GOSPELFORLIFE](http://WWW.070.BE/GOSPELFORLIFE),  
DANS LES MEDIAMARKT, LES NIGHT AND DAY ET AU SIÈGE D'ILES DE PAIX (085 23 02 54).

Mosnyne - Gospel for life asbl - Av. Brugmann 76 - 1190 Bruxelles - Artwork : alain.depierront@changementglobal.be - E-mail : info@gospel.be